



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 330

Texte de la question

FINANCEMENT DES CRÉATIONS DE POSTES À L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Manuel Valls, pour le groupe socialiste.

M. Manuel Valls. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, à grand renfort de publicité, et à quelques jours d'un nouveau mouvement de protestation contre votre politique, qui a lieu aujourd'hui, vous avez annoncé la création de postes supplémentaires pour la rentrée prochaine, en contradiction complète avec le discours que vous aviez vous-même tenu lors de la présentation du budget, quand vous nous expliquiez sans rire qu'il était nécessaire que les moyens baissent pour que la qualité augmente ! (*« C'est vrai ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Hélas pour l'école, et personne ne s'y est trompé, il s'agit là d'une nouvelle supercherie.

Pour les enseignants, tout d'abord, car les postes que vous ouvrez aux concours ne suffiront pas à remplacer les enseignants qui vont partir à la retraite. De plus, vous annoncez triomphalement la création de 5 000 postes d'assistants d'éducation supplémentaires en remplacement des 25 000 postes de surveillants et d'aides-éducateurs que vous supprimez. Même en y ajoutant les 11 000 postes créés au budget, 16 000 postes d'un côté ne remplaceront jamais les 25 000 que vous supprimez de l'autre.

Mais la supercherie va encore plus loin puisque vous ne dites rien du financement de ces nouveaux postes, et pour cause. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*) Au moment même où vous annoncez ces créations, M. Mer annonce de son côté le gel de plus de 4 milliards d'euros, vous interdisant par là même de dépenser en totalité le budget pourtant déjà en régression qui consacre l'abandon de l'éducation nationale comme priorité nationale. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*) Au moment même où vous annoncez ces créations, des universités ferment, faute de moyens.

M. Jean-Pierre Balligand. Elles n'ont même pas de quoi payer le chauffage !

M. Manuel Valls. Monsieur le ministre, la représentation nationale a droit à des réponses claires à deux questions précises. Avez-vous réellement une politique pour l'éducation ?

M. Christian Cabal. Oui !

M. Manuel Valls. Comment allez-vous financer les postes annoncés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Richard Mallié. On ne vous a pas attendus !

M. le président. La parole est à M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche.

M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche. Monsieur le député, vous

m'interrogez à nouveau sur les postes, sur les moyens et sur le budget. C'est votre droit, mais j'aurais aimé vous parler des réformes que nous mettons en place grâce à ce budget. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*) J'aurais aimé vous parler de la prise en charge du handicap, de la réforme des IUFM, de l'autonomie des universités, de l'engagement des jeunes. (*Mêmes mouvements.*)

Mais puisque vous m'interrogez sur les postes, je vous répondrai que nous allons pouvoir, maintenant que les arbitrages sont faits et que les budgets sont en place, recruter 16 000 assistants d'éducation à la rentrée pour prendre le relais des emplois-jeunes et des MISE. Nous les recruterons, je tiens à le souligner, sur des emplois de droit public et non pas selon le système bâtarde, incohérent et inacceptable que vous aviez vous-mêmes mis en place pour les emplois-jeunes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

En dehors du recrutement de ces 16 000 assistants d'éducation, nous allons ouvrir 30 000 postes d'enseignants aux concours, ce qui est une formidable nouvelle pour les étudiants. Cette mesure était très attendue et est évidemment satisfaisante, y compris pour les universités.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Ils indiquent clairement que, pour le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, l'école est et reste la priorité des priorités. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Pierre Balligand. Quel culot !

M. le président. Monsieur Balligand !

M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche. J'ajoute que centrer la revendication sur les moyens, sur les aspects purement quantitatifs, c'est prendre le risque, je crois réel, d'exaspérer l'opinion publique (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste*), qui ne comprend pas qu'on ne s'attaque pas enfin à des dossiers sérieux, comme ceux de la rigueur, de la qualité, des résultats. Pourquoi continuer sans cesse à ne réclamer que l'augmentation des moyens, alors que les moyens sont là pour réaliser les objectifs qui sont les nôtres ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Yves Durand. Vous n'avez pas répondu !

Données clés

Auteur : [M. Manuel Valls](#)

Circonscription : Essonne (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 330

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : jeunesse et éducation nationale

Ministère attributaire : jeunesse et éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 janvier 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 janvier 2003